

CHILI

Jean-Pierre Febrer

La crise d'octobre¹ et ses enseignements

Nouvelle Critique Janvier 1973

Nous ne nous prêterons pas à des élections dépourvues de sens. Nous voulons bien des élections, mais à condition que les règles démocratiques soient respectées. Sans quoi, nous verrons comment organiser la résistance civile, les grèves et débrayages, tout ce qu'il faudra, dans le cadre de la loi.²»

Cette déclaration date du 26 septembre 1972. Elle émane du vice-président du parti «national», porte-parole de la grande bourgeoisie et de l'oligarchie. Et, une fois mis entre parenthèses les coups de chapeau formels au respect de la loi et des règles démocratiques, elle ne peut guère laisser de doute sur les intentions d'une classe dont la politique de l'Unité populaire a sérieusement mis à mal les intérêts et les privilèges. En clair, cela veut dire que la réaction, désormais certaine que les élections législatives de mars 1973 ne lui apporteront pas la majorité, quelque temps escomptée, des deux tiers du Congrès (grâce à quoi elle aurait pu remettre en question les profondes transformations déjà réalisées, interdire la poursuite de l'application du programme de l'Unité populaire, ou bien encore, au cas où il voudrait persévérer à tout prix, destituer le président Allende et renverser le gouvernement par ce que les Chi-ïens appellent « un coup d'Etat légal »³ ne veut plus désormais de ces élections et s'apprête à jeter pardessus bord sa propre légalité pour se lancer dans une sédition pratiquement ouverte et, pratiquement aussi, à visage découvert.

¹ Note JPD : Il s'agit de la grande grève des camionneurs.

² Ici comme dans toutes les citations qui suivront, et sauf indication contraire, les mots et passages soulignés le sont par moi (J. P. F.).

³ Sans entrer dans les détails, rappelons que, la bourgeoisie s'étant taillée une Constitution sur mesures, les pouvoirs du président sont très vastes. C'est ainsi qu'il peut opposer son veto à toute loi ou disposition qui ne lui convient pas. Et ce veto ne peut être repoussé que par les 2/3 du Congrès pour destituer un président de de la République qui ferait l'objet d'une accusation constitutionnelle.

Et l'armée ?

Encore faut-il, pour que le coup de force réussisse, qu'un certain nombre de conditions soient réunies, car ce qui est valable pour la révolution l'est aussi pour la contre-révolution. Encore faut-il pouvoir mettre en mouvement contre l'Unité populaire un certain nombre de forces sociales, utiliser contre le gouvernement populaire un ou plusieurs fers de lance.

En d'autres temps, ou même de nos jours dans d'autres pays latino-américains, il n'aurait pas fallu chercher bien longtemps cet instrument privilégié de la réaction et de l'impérialisme : on aurait vite trouvé et utilisé l'armée, une armée théoriquement nationale, ayant pour mission déclarée la préservation des intérêts de la patrie, la défense « national », mais une armée conçue en réalité comme instrument, non de la nation, mais des classes dominantes et de l'impérialisme auquel elles sont elles-mêmes étroitement soumises. La mission réelle d'une telle armée est de préserver, et de défendre éventuellement, l'ordre établi contre tous ceux et tout ce qui prétendraient le remettre en cause. Elle est formée pour cela, à la fois matériellement et idéologiquement, souvent aux Etats-Unis même, ou encore dans les écoles spéciales installées par les Américains dans «leur» enclave de Panama. Elle reçoit la quasi-totalité de son équipement du puissant voisin du nord, est plus ou moins intégrée dans un vaste système continental de «défense», coordonné et dirigé par le Pentagone.

Seulement voilà, au Chili et de nos jours, les choses ne sont plus aussi simples. L'attitude légaliste des forces armées chiliennes au lendemain de la victoire populaire de 1970 et depuis, son respect du verdict électoral, sa fidélité au gouvernement légitime qui en est issu — un gouvernement populaire —, ont étonné tous ceux qui, souvent inconsciemment, ne raisonnaient que par schémas. Elle a scandalisé et rendu furieux la droite chilienne, ses complices et ses maîtres.

Entre l'armée et le peuple, le courant passe

Pour comprendre une attitude aussi « insolite », il faut se souvenir que l'armée chilienne n'a rien d'une garde prétorienne, d'un ramassis de mercenaires terroristes, comme c'était le cas, par exemple, pour l'armée de Batista à Cuba. Importante par le nombre, recrutée par conscription, elle est à sa manière représentative de la composition sociale du Chili et plonge des racines profondes dans la nation. Quiconque a assisté une fois aux cérémonies du 18 septembre, fête nationale qui commémore l'anniversaire du soulèvement contre l'Espagne, en est convaincu : entre l'armée et le peuple, le courant passe. Ses cadres subalternes, comme une partie de ses cadres supérieurs ou généraux, sont issus des couches moyennes, et parfois même, quoique de moins en moins au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie, des masses populaires. Ils sont

porteurs, même de façon déformée, de leurs aspirations. Beaucoup comprennent, même sans les partager forcément, même en se conduisant, à l'occasion et par nécessité professionnelle, en agents de la répression, leurs revendications, car les militaires eux-mêmes, comme n'importe qui, ont des revendications professionnelles, voire sociales. Ce sont même ces revendications qui sont à l'origine des graves incidents d'octobre 1969. Et qu'une poignée de factieux, le général Viaux à leur tête, ait tenté de les détourner dans le sens d'une rébellion de nature politique ne change rien à l'affaire. Car il ne faut pas confondre l'ensemble du corps militaire avec les opinions ou prises de position personnelles de tel ou tel de ses membres.

La doctrine du « professionnalisme apolitique »

Mais pour comprendre tout à fait cette attitude, le mieux est encore de donner la parole aux intéressés eux-mêmes en la personne du général Carlos Prats Gonzalez, commandant en chef de l'armée et aujourd'hui ministre de l'intérieur du gouvernement présidé par Salvador Allende. Après avoir rappelé l'intervention directe de l'armée dans la vie politique, au cours des années 30 — intervention qui d'ailleurs se fit alors, il n'est peut-être pas indifférent de le souligner, selon une orientation de gauche malgré beaucoup de «populisme», de paternalisme et de confusion idéologique —, et après avoir rappelé la «réaction civile» qu'elle entraîna, le général Prats poursuit⁴ : « Les cadres militaires ont tiré les leçons de cette expérience et sont revenus aux normes constitutionnelles, selon lesquelles les forces armées — en tant que composante de la «force publique» — ont le devoir de s'abstenir dans toutes les questions de politique contingente. Ainsi est née la doctrine du «professionnalisme apolitique» qui s'est graduellement consolidée dans nos rangs. Cette attitude n'a pas eu de grandes conséquences durant toute la période de quatre décennies au cours desquelles notre vie nationale s'est déroulée dans le cadre international de la deuxième guerre mondiale, de la guerre froide, et finalement de la coexistence pacifique. Mais, à partir de 1969 et en particulier en 1970 [...], le pays a connu des jours très critiques pour sa stabilité démocratique. Les pressions politiques menaçaient d'abattre les murailles de la stricte neutralité à l'intérieur desquelles avait vécu l'armée, et il fallut que le commandant en chef de l'armée, le général René Schneider, réaffirmât résolument devant le pays l'esprit constitutionnaliste de celle-ci.» C'est la fameuse «doctrine Schneider», dont on sait qu'elle coûta la vie à son auteur, mort de n'avoir pas voulu

⁴ Citation extraite d'un article publié, en réponse au sénateur Patricio Aylwin, ancien président (démocrate-chrétien) du Sénat, dans El Mercurio, le grand journal bourgeois, et repris dans El Siglo, organe du P.C. du Chili, du 7 novembre.

trahir son serment à la Constitution puisqu'il fut assassiné, le 22 octobre 1970, par un commando d'extrême-droite.

Les trois phases du plan factieux

Dès lors que l'armée lui «échappait», «trahissait», la droite devait chercher ailleurs, tout en essayant simultanément par toutes sortes de moyens de faire enfin «bouger» cette armée désespérément légaliste. Toute son action depuis deux ans s'est donc inscrite dans cette perspective. Le plan simple, et en principe sans faille, devait se développer en trois phases : sabotage de l'économie — ceci en étroite coordination avec l'action d'étranglement et de blocus menée de l'extérieur par l'impérialisme — débouchant sur un chaos économique, puis sur un chaos social et politique, sur des affrontements fratricides, qui eussent obligé finalement l'armée à intervenir pour rétablir une paix sociale et civile et une légalité constitutionnelle que la droite eût reprises à son profit.

Et ce furent les multiples actes de sabotage de la production, dans les usines ou à la campagne, les manœuvres spéculatives, la création artificielle d'une pénurie de certaines denrées par stockage, accaparement ou destruction pure et simple, l'utilisation à grande échelle de certaines erreurs et plus encore des agissements gauchistes, la guérilla parlementaire et, par-dessus tout cela, une frénétique campagne d'intoxication par voie de presse, de radio, de télévision, etc., destinée à créer et à entretenir un certain «climat».

Place et importance des classes moyennes

Ce n'est là qu'un trop bref résumé d'une action antipopulaire et antipatriotique qui nécessiterait à elle seule un article plus long que celui-ci s'il fallait en faire le détail. Ce qu'il faut ici remarquer et développer c'est la place et l'importance des classes moyennes dans cette stratégie globale.

Car dès lors que l'utilisation de l'armée était exclue, au moins directement et dans une première phase, dès lors aussi que l'on avait l'élémentaire lucidité de comprendre qu'il ne faudrait pas compter sur les masses populaires, au moins dans leur immense majorité, il fallait bien tout de même se procurer un fer de lance, une base de masse. Comme le remarque pertinemment Joan Garcés⁵, « ce ne sont pas les ex-banquiers ou les ex-grands industriels qui descendront dans la rue affronter le gouvernement populaire ». Ce sont les petits commerçants, les, petits agriculteurs, les cadres et employés, en un mot les couches moyennes,

⁵ Conseiller du président Allende, cité par le ministre des Finances, Orlando Millas, dans un article intitulé « La classe ouvrière du Chili et le gouvernement d'Unité populaire », publié dans El Siglo du 5 juin 1972 et repris dans le numéro de septembre des Cahiers du Communisme.

que l'on va chercher à utiliser pour cette sale besogne. Et avec elles, accessoirement, quelques secteurs populaires moins conscients que les autres.

Certes, au Chili comme ailleurs, ces couches moyennes constituent les alliés objectifs de la classe ouvrière et celle-ci, fidèle aux enseignements du léninisme, n'a cessé de faire siennes leurs propres revendications et de travailler, au nom de cette communauté d'intérêts, à leur intégration dans une vaste Unité populaire de toutes les classes et couches sociales anti-impérialistes et anti-oligarchiques⁶. Mais il n'en demeure pas moins qu'au Chili, comme ailleurs, elles sont souvent loin d'avoir conscience de cette communauté d'intérêts, qu'elles se caractérisent par leur individualisme et leurs hésitations et que, comme le soulignait déjà Dimitrov, tout en combattant passionnément pour l'alliance de la classe ouvrière et de ces couches moyennes, « elles se trouvent encore sous l'influence de la bourgeoisie et la suivent ». Pour toutes ces raisons, elles sont la proie idéale du grand capital qui d'un côté les détruit et les prolétarise et d'un autre côté, utilisant leurs faiblesses idéologiques, cherche à les manipuler et à les employer contre la classe ouvrière et le mouvement démocratique.

Dans des organisations hétérogènes

Cela d'autant plus que les couches moyennes appartiennent ou qu'elles apportent leur soutien à des partis politiques ou à des organisations corporatives et syndicales qui sont tout sauf homogènes. C'est le cas, par exemple, du Parti radical, expression privilégiée de ces classes pendant des décennies, et grâce auquel elles occupèrent le pouvoir de 1938 à 1952, durant trois présidences successives, pour faire en fin de compte, et surtout après la trahison de Gonzalez Videla en 1947, la politique de la droite. C'est le cas du Parti démocrate-chrétien qui regroupe, aux côtés de représentants éminents des milieux oligarchiques et pro-impérialistes, d'importants secteurs de ces couches moyennes et un certain nombre de secteurs populaires.

C'est le cas d'organisations professionnelles qui regroupent, aux côtés de petits propriétaires terriens ou de petits boutiquiers, de grands latifundiaires ou de grands chefs d'entreprise. Et c'est encore Dimitrov qui faisait remarquer que, dans ce type de partis ou d'organisations, les leviers de commande sont tenus par les agents du grand capital et de l'impérialisme ; ce qui ne doit pas pour autant conduire la classe ouvrière et son parti à faire la croix sur ces organisations et sur ces couches

⁶ Pour éviter de multiplier les citations à propos de ces problèmes, au demeurant supposés connus des lecteurs de La N. C., je renvoie aux textes de Luis Corvalan, secrétaire général du P.C. du Chili, publiés sous le titre : Chili : les communistes dans la marche au socialisme (Ed. Sociales, col. « Socialisme », n° 5).

sociales mais bien au contraire à faire éclater les contradictions, à isoler les dirigeants de la masse, à lui montrer leur véritable visage politique, à la gagner au combat et à l'unité populaire.

Un poids spécifique non négligeable

Dans le cas du Chili, l'enjeu de cette lutte est d'autant plus grand que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays d'Amérique latine, le poids spécifique de ces couches moyennes, que ce soit au plan économique, social ou politique, est loin d'être négligeable puisque, selon des statistiques de la Centrale Unique des Travailleurs datant d'il y a quelques années, elles représentent environ 45 % de la population et drainent plus de la moitié du revenu national. On comprend donc sans peine que la classe ouvrière, rejetant tout schéma mécaniste qui tendrait à faire la somme des classes exploitées — prolétariat et paysannerie supposés également conscients — et à en déduire que celles-ci étant majoritaires, il n'y a rien à faire en direction des classes moyennes, sinon de déplorables concessions, n'ait rien négligé pour gagner ces couches sociales et consacrer son alliance avec elles. On comprend aussi que la droite, de son côté, ait tenté le maximum pour les retenir dans son champ d'attraction ou les y faire entrer ou rentrer.

La nocivité des agissements gauchistes

L'axe du combat populaire étant d'isoler les classes dominantes de l'ensemble des secteurs anti-impérialistes, anti-oligarchiques et non monopolistes, et l'axe du combat de ces classes dominantes étant à l'inverse de réduire la base populaire du gouvernement et d'isoler la classe ouvrière et ses organisations, il est évident qu'on ne peut passer ici sous silence ni le rôle nocif des agissements gauchistes, ni certaines erreurs et concessions opportunistes à l'ultra-«gauche», qui ont eu cours durant les premiers mois de gouvernement populaire.

De telles attitudes ont eu en effet pour conséquence d'apporter de l'eau au moulin de la réaction et de favoriser le «travail au corps» entrepris auprès des couches moyennes par les « momios » sur le thème général : «Ils vont tout vous prendre, tout collectiviser, etc.⁷ » Comme l'a écrit Orlando Millas⁸, « les ennemis utilisent toute concession à l'opportunisme ultra-gauchiste, font mousser la phraséologie révolutionnaire parée de formulations anti-démocratiques, tirent profit de tout ce qui peut indiquer dans les faits un manque d'intérêt, de la part des gens de la gauche, pour les problèmes réels des masses populaires de la ville ou de la campagne, se frottent les mains devant toute action visant

⁷ 6. Cf., mutatis mutandis, les « arguments » d'Edgar Faure contre le Programme commun dans son « A armes égales » avec G. Defferre.

⁸ 7. Voir article cité (Cahiers du communisme, Sept. 72, p. 92).

à saper l'autorité gouvernementale, se réjouissent des occupations indiscriminées de terres et d'entreprises qui attentent aux droits des petits et moyens propriétaires [...]. Toutes ces transgressions du programme de l'Unité populaire aident les contre-révolutionnaires à l'élaboration d'une plate-forme visant à une audience de masse et dont le but final est le fascisme ».

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que les communistes, de même qu'ils l'avaient fait lorsqu'il s'agissait de forger l'Unité populaire, aient au cours de ces derniers mois attaché une importance toute particulière au travail idéologique en direction des classes moyennes et qu'ils aient combattu toute transgression du programme, toute tendance volontariste ou opportuniste, tout sectarisme, toute erreur bureaucratique, dont ces couches sociales étaient victimes et qui avaient pour effet immédiat de les jeter dans les bras de la réaction.

C'est pourquoi, après que l'on ait constaté durant les premiers mois de 1972 une relative érosion de l'appui des masses et singulièrement de ces couches moyennes⁹, symbolisée en partie par le départ de la gauche radicale — le P. I. R., aile droite, en réalité, du radicalisme — de la coalition gouvernementale, d'autres signes vinrent montrer que la tendance s'inversait. C'est pourquoi aussi, en fin septembre, la droite crut venu le moment d'agir avant qu'il ne soit « trop tard ».

Un coup d'Etat d'un nouveau style

Ce fut donc ce fameux mois d'octobre dont on n'a pas fini de parler, cette tentative de grande envergure contre l'Unité populaire, ce que Luis Corvalan, parlant au nom de l'ensemble de l'Unité populaire et non du seul Parti communiste, a qualifié de « coup d'Etat d'un nouveau style », utilisant comme fer de lance l'ensemble des couches moyennes. Les dirigeants patronaux des transporteurs routiers d'abord, pour défendre soi-disant leurs revendications professionnelles, entamaient une « grève » illimitée, en fait un lock-out pur et simple. Très vite d'ailleurs, ils devaient remplacer la plate-forme corporative, présentée à l'origine, par une plate-forme politique réactionnaire aux allures d'ultimatum. Des barrages étaient établis sur les routes, la Panaméricaine en particulier, véritable colonne vertébrale du pays, pour le couper en plusieurs tronçons, tandis que des groupes de choc du Parti « national » et du mouvement fasciste qui s'intitule par double antiphrase « Patrie et liberté », renforcés de délinquants et de déclassés, répandaient partout des clous et des miguelitos, sorte de crochets acérés destinés à immobiliser par crevaison tout véhicule qui circulerait.

⁹ Lors des grandes manifestations de masse de mars-avril, la présence de ces couches sociales était nettement moins visible que lors de manifestations similaires pendant la campagne de 70, tandis qu'on les retrouvait au contraire dans les manifestations organisées par l'opposition.

Puis, sous prétexte de solidarité, la SOFOFA, «syndicat» des chefs d'entreprises, les organisations de commerçants, trompant effrontément leur base et trahissant les intérêts du petit commerce de détail, les professions libérales, emmenées par les riches médecins et avocats du barrio alto (les beaux quartiers, N. D. L. R.), les grands entrepreneurs de transports en commun et de taxis, les dirigeants syndicaux démocrates-chrétiens de la banque, des services administratifs et des lignes aériennes, le syndicat des lycéens, alors dirigé par les démocrates-chrétiens, lançaient un mot d'ordre de grève.

Le loyalisme de l'armée et la levée en masse du peuple

Ces véritables insurgés sans armes avaient pour but de paralyser l'ensemble des activités du pays au nom de la « résistance civile », moyen propre, selon eux, à provoquer la chute du gouvernement et du régime, ou en tout cas, à forcer l'armée à sortir de sa «réserve».

C'était ne pas compter avec un loyalisme, qui se révéla sans la moindre faille. Du coup, pour les séditieux définitivement convaincus qu'ils n'avaient rien à en attendre, l'armée devenait l'ennemi, le «traître», plus détestable encore que l'Unité populaire, et c'est pour répondre aux calomnies lancées alors contre elle que le général Prats a écrit, dans l'article antérieurement cité : «la force publique est l'instrument légitime que le président de la République peut employer pour obliger au respect de la Constitution ceux qui attentent à l'ordre public, soit au moyen d'actes séditieux ou subversifs, soit en recherchant à paralyser le pays par la contrainte. »

Bien des masques tombèrent alors et, en particulier, celui des dirigeants de la démocratie chrétienne qui se rangèrent, dès la fin de la première semaine d'agitation, sous la baguette du chef de cet orchestre brun, l'ancien nazi Sergio Onofre Jarpa, président du parti «national», apportant ainsi un ballon d'oxygène au mouvement factieux qui déjà se décomposait.

Car si le mauvais coup des factieux contre l'Unité populaire et contre le Chili échoua, ce n'est pas seulement grâce à l'armée, c'est aussi parce qu'ils avaient oublié un petit détail : la classe ouvrière et le peuple. Dès les premiers jours en effet se produisit une véritable levée en masse. Les classes moyennes, supposées «mûres», ne suivirent que très partiellement ; beaucoup de petits commerçants refusèrent de fermer boutique et demandèrent la protection des forces de l'ordre constitutionnel et populaire ou des organisations de masse comme les Juntas de ravitaillement et contrôle des prix (J. A. P.) ; les petits propriétaires de moyens de transport d'un ou de deux camions, d'un taxi, d'un microbus, vinrent par centaines les mettre au service de la collectivité nationale agressée ; les chauffeurs routiers vinrent par milliers se faire inscrire comme volontaires pour conduire les véhicules

réquisitionnés ; les employés des magasins dont les propriétaires avaient fermé les occupèrent, parfois de jour et de nuit pour prévenir toute tentative criminelle, et les ouvrirent au public. La classe ouvrière se dressa comme un seul homme et pas une usine ne s'arrêta. Les transports et la distribution, bien que sérieusement perturbés, ne furent jamais paralysés. Les lycées fonctionnèrent, à une ou deux exceptions près, ainsi que les établissements d'enseignement supérieur. Les services médicaux et hospitaliers, bancaires, judiciaires, administratifs, furent à peu près normalement assurés.

Un Playa Giron à la chilienne

Cette mobilisation populaire fut d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagna d'un sang-froid exemplaire de la part des masses, malgré d'incessantes provocations et agressions de toute sorte de la part de l'ennemi. Comme le déclarait Luis Corvalan, quelques jours avant la fin de la « crise » : « La bataille actuelle se soldera par un changement quantitatif et qualitatif en faveur du Chili et de son peuple. »

Effectivement, il ne serait pas étonnant qu'on parle un jour de cette période comme d'un tournant décisif dans l'histoire du Chili et de l'Unité populaire, comme d'une sorte de Playa Giron à la chilienne. Et ceci d'autant plus qu'à côté des militants et des partisans de l'Unité populaire, à côté des forces armées, à côté de milliers d'indépendants, des milliers et des milliers de travailleurs démocrates-chrétiens et de sympathisants de la démocratie chrétienne, désavouant la prise de position antipopulaire et antinationale de la direction de ce parti en faveur de la sédition, prirent toute leur part dans la grande tâche patriotique du moment et contribuèrent à « faire marcher » le Chili.

Le nouveau ministère

La conséquence la plus immédiatement visible de cette « crise », des conditions dans lesquelles elle a évolué et s'est dénouée, a été la formation d'un nouveau ministère, caractérisé par l'entrée au gouvernement de trois officiers généraux, dont le commandant en chef de l'armée au poste-clé de l'Intérieur (ce qui a fait, couler beaucoup d'encre et de salive, souvent empoisonnées)¹⁰, et des principaux dirigeants de la Centrale Unique des Travailleurs (ce que la « grande » presse « d'information » a, en revanche, pratiquement passé sous silence). Comment ne pas voir que cette double accession à des responsabilités gouvernementales directes exprime une réalité concrète, à savoir que les

¹⁰ Note JPD : La grève s'est terminée par l'entrée au gouvernement, le 2 novembre 1972 du commandant en chef de l'armée, Carlos Prats, à l'Intérieur; du contre amiral Ismael Huerta aux travaux publics et du général de brigade, Claudio Sepúlveda aux Mines. Trois ministères stratégiques.

forces armées et les travailleurs sont les deux murs de béton sur lesquels s'est brisée la sédition ?

L'armée a donné en octobre une preuve éclatante de son loyalisme et de son esprit constitutionnaliste. Sa présence au sein du gouvernement populaire n'est ni le signe d'une faiblesse ni celui d'une concession de l'U.P. Elle peut être interprétée comme une garantie que les élections auront lieu, et qu'elles auront lieu normalement.

Mais il convient d'en rechercher une explication plus profonde, de tenter, à chaud donc avec prudence car tout ceci est nouveau, une approche théorique.

Des changements qualitatifs

La victoire de l'Unité populaire en 70, l'instauration du gouvernement populaire qui en est résultée, représentent plus qu'une simple victoire électorale 'traditionnelle'¹¹ 9, plus qu'un simple changement de gouvernement. Ce sont des événements considérables qui déterminent un rapport de forces entièrement nouveau, une sorte de mutation qui représente un saut qualitatif. Dans ces conditions, l'Etat de droit, tout en restant le même c'est-à-dire un Etat de droit bourgeois, n'est en même temps plus le même car il se trouve modifié par de nouveau rapport des forces. Ce phénomène se répercute au niveau de l'appareil d'Etat, donc dans l'armée qui, à moins d'entrer en dissidence immédiate, ce qui comme on sait n'a pas été le cas au Chili et qui, comme on a vu, ne pouvait être le cas, prend un caractère nouveau. Tout en restant la même, sans devenir du jour au lendemain armée populaire, peuple en armes, elle cesse cependant d'être l'instrument répressif privilégié et exclusif de la bourgeoisie dominante pour tendre à devenir l'instrument de la réelle volonté nationale.

Dans ces conditions, quoi d'étonnant à ce que l'armée participe à un gouvernement populaire incarnant la volonté et les aspirations de l'écrasante majorité de la nation, au même titre que cet autre instrument de la volonté nationale qu'est la Centrale Unique des Travailleurs, dont les dirigeants entrent au gouvernement en même temps que les dirigeants de l'armée ? Il y a là un parallélisme qui mérite réflexion et qui va bien au-delà d'un souci tactique d'équilibre.

A l'appui de cette hypothèse théorique, je voudrais citer certaines déclarations ou textes qui me paraissent la confirmer.

Dès le 4 novembre 1972, José Rodriguez Elizondo, l'un des théoriciens du P. C. du Chili, explique dans un article de El Siglo intitulé « Les soldats de notre peuple » : « ...Grâce à l'action du gouvernement populaire et au démasquage éclatant des séditeux, peuple et forces armées sont en train de faire tomber rapidement les barrières que l'oligarchie avait élevées

¹¹ C'est pourquoi, par exemple, les 36,2 % d'Allende font en réalité beaucoup plus que 36 %.

entre eux pour les séparer. [...] Que les ouvriers, les paysans, les étudiants, les employés et cadres, divers patriotes, conjointement avec les soldats, aient maintenu le pays en marche [...] signifie, fondamentalement, que le peuple — en ou sans uniforme — est en train de jeter les bases définitives de la véritable patrie, que c'est bien sa force décisive qui va dans le sens de l'histoire ». Le 5 novembre, et toujours dans El Siglo, le nouveau ministre du Travail, Luis Figueroa, président de la C. U. T., écrit : « Toutes les forces patriotiques civiles et militaires ont affronté la sédition et l'ont battue, mais le pays a sérieusement souffert, et nous devons entreprendre sa reconstruction grâce à l'union de tous ceux qui sont pour le Chili et son processus démocratique. »

Le même jour, la Jeunesse communiste publie une bande dessinée dont voici le contenu des « bulles » : 1) Dire que tout a commencé par une grève de camions pour faire tomber le gouvernement... 2) Puis ils ont commis des sabotages, des agressions, ils ont mis des miguelitos... 3) Et qu'ont-ils obtenu ? That is the question... 4) Rien de moins que l'unité des soldats et des travailleurs... Et le 6 novembre, un journaliste de El Siglo, Marcel Garces, revenant sur cette question, dira : "A côté des travailleurs et des étudiants, les forces armées ont joué un rôle d'un caractère et d'une valeur patriotique indéniables. De cette conjonction d'intérêts il est résulté une action effective de défense sans restriction de la constitutionnalité, de la tranquillité des citoyens, du respect des lois, du respect de la volonté nationale clairement exprimée à travers les mécanismes propres à notre système de vie. [...] Les forces armées ne constituent pas une « alternative de pouvoir » contre la volonté et la décision nationales. Elles font partie de la communauté nationale composée par tous les Chiliens, de laquelle elles reçoivent pour tâche d'honneur d'être dépositaires des armes devant assurer l'intégrité du territoire national. »

Enfin le général Prats lui-même a multiplié les déclarations dans le même sens, tout en insistant sur le fait que son entrée au gouvernement ne constituait pas une prise de position politique et encore moins partisane. Ceci ne doit être considéré ni comme une quelconque « ouverture de parapluie », ni comme la signe d'on ne sait quelle arrière-pensée, mais bien comme le strict respect de la Constitution et de la mission permanente qu'elle confie aux forces armées : la défense de la nation.

Que patrie, que nation, coïncident en l'occurrence avec Unité populaire et gouvernement de la gauche unie, que l'anti-patrie et le grand capital, ses mandataires et ses complices ne fassent qu'un, ne peut étonner que ceux qui n'ont pas encore compris qu'à tous les carrefours de l'histoire la grande bourgeoisie trahit allégrement, et dans le seul but de sauvegarder

ses intérêts de classe menacés, une patrie, une nation et une démocratie dont elle nous rebat les oreilles et au nom desquelles elle exerce en réalité sa sordide dictature de classe.

Les choses sont bien claires : comme le déclarait, dès le 12 juillet, donc bien avant la « crise », Volodia Teitelboim, sénateur et membre de la Commission politique du P. C. du Chili, la lutte qui se développe au Chili depuis deux ans n'est pas une lutte entre clans politiques, entre gauche et droite, mais entre la nation chilienne toute entière et ses ennemis, entre «un gouvernement authentiquement patriotique, populaire et révolutionnaire » et les agents, « nationaux » ou pas, de l'étranger, "c'est une lutte entre patriotes et antipatriotes. [...] entre ceux qui veulent revenir en arrière et ceux qui veulent que le Chili entre de plain pied dans le progrès qui caractérise le xx^e siècle finissant, ce qui exige une révolution dans tous les domaines".

